Enquête Participative sur la Gouvernance et la circulation des Idées EPGI – Transition écologique juste

Présentation des résultats de l'enquête 2 (avril 2024) Forum participatif, Lourdes, Assemblée des Parties Prenantes 27 mai 2024

GEMDEV - Équipe ARPOP (Analyse des réseaux & politiques publiques)

Juliette Schlegel (Ladyss), Jean-Philippe Berrou (LAM), Thibaud Deguilhem (Ladyss), Alain Piveteau (IRD)

LA DEMARCHE

L'évaluation relationnelle conduite par l'équipe ARPOP porte sur la gouvernance de la CPP (Convention pluriannuelle de partenariat entre le SCCF et l'AFD) et la circulation des idées au sein la CPP. La CPP, récemment dénommée programme CoRE, est appréhendée comme un réseau de relations entre des acteurs et un réseau d'idées en construction sur la transition écologique juste.

L'évaluation relationnelle permet de rendre compte de la position de chaque acteur au sein de réseaux spécifiques (par exemple, par des mesures de centralité dans un réseau de circulation de l'information) et de la présence de communautés d'acteurs ou de clusters au sein du réseau. Partant du principe général que l'action collective est le produit d'un système de croyances spécifiques (belief system), l'évaluation relationnelle analyse et évalue de façon participative les paradigmes et référentiels d'actions, les cadres d'idées, qui circulent au sein du réseau. Un système de croyances est constitué de valeurs fondamentales, de représentations sociales de la réalité tendant à lui donner sens, de perceptions de cette réalité comprenant la définition de ce qui pose problème et l'évaluation des divers instruments de résolution des problèmes. Autrement dit, dans le programme CoRE en faveur de la transition écologique juste, plusieurs systèmes de croyances peuvent coexister au sein de différentes coalitions d'acteurs. L'évaluation relationnelle consiste à identifier les coalitions d'acteurs et les systèmes de croyance en présence et à partager cette connaissance auprès de l'ensemble des partenaires.

L'évaluation relationnelle du programme CORE a ainsi pour principaux objectifs de :

• rendre compte de – et évaluer la – gouvernance du programme CoRE en impliquant, dans une démarche participative, l'ensemble des acteurs du programme dans toutes leurs différences et dans la singularité de leurs actions en faveur de la transition écologique juste (Objectif Spécifique 1 : les populations sont actrices de la transition écologique juste de leurs territoires, à partir des projets soutenus par les partenaires de la CPP)

• contribuer à l'émergence d'une vision commune de la transition écologique juste (Objectif Spécifique 2) en analysant la circulation des idées et des visions au sein du réseau puis en organisant l'échange et la délibération autour de ces idées à différentes étapes du programme.

La méthode d'évaluation relationnelle développée par l'équipe ARPOP s'appuie sur les outils de l'Analyse des réseaux sociaux et organisationnels (cf. annexe 2) et sur l'ACF (*Advocacy Coalition Framework*). Elle repose sur six étapes clefs :

Etape 1. La délimitation des frontières du réseau. Il s'agit d'identifier les acteurs parties prenantes qui font l'objet d'un suivi par enquête. Ici le réseau est constitué de 30 acteurs (cf. annexe 1).

Etape 2. La sélection des réseaux de relations entre acteurs. L'enquête d'avril 2024 a étudié la circulation de trois types de ressources au sein du réseau : l'information, les partenariats et les financements.

Etape 3. La construction du questionnaire d'enquête formé de 2 parties distinctes : une première partie contenant différents modules de questions (ouvertes, semi-ouverte, fermées) permettant de collecter des informations sur les systèmes de croyances (ACF) ; une seconde partie constituée d'un questionnaire sociométrique composée d'une question par réseau de relations analysés, ici trois réseaux : information, collaboration, financement. Les items retenus pour construire la partie AVF du questionnaire sont issus d'une analyse des références bibliographiques clefs sur la question et, surtout, d'une série d'entretiens qualitatifs conduits auprès de membres du comité scientifique. Par-delà les idées qui circulent au sein du programme CoRE, ces entretiens avaient pour but de capter les référentiels d'idées stabilisées et opposées à propos de la transition écologique juste, puis d'identifier les items qui permettent de construire le questionnaire adressé aux 30 acteurs du réseau.

Etape 4. Une première collecte des données auprès de chaque organisation membre du réseau complet a été réalisée à distance, en ligne, au début du programme. Les résultats ont été présentés et discutés à Dourdan au moment de la première Assemblée des Parties Prenantes (APP). Une deuxième collecte de données par **enquête en ligne a eu lieu au mois d'avril 2024**. Elle étend de façon importante le premier questionnaire afin d'enrichir les échanges entre acteurs du programme CoRE. Enfin, un troisième temps d'évaluation sera programmé avant la fin de l'APP.

Etape 5. L'analyse de données (indicateurs statistiques) et la construction de **graphes de résultats**. Ils sont présentés dans le présent document.

Etape 6. Restitution des résultats et co-interprétation de ces résultats à l'occasion de focus groupes organisés clefs. C'est l'objectif du **forum participatif sur la Transition écologique juste** programmé le lundi 27 mai à Lourdes et organisé en deux temps : présentation des résultats de l'enquête par l'équipe ARPOP et discussion (temps 1) ; Social Game par clusters sur les instruments de la transition écologique juste.

LES ELEMENTS NECESSAIRES A L'EVALUATION RELATIONNELLE

- Les acteurs tissent des **liens** pour travailler collectivement et faire fonctionner institutionnellement la gouvernance et, le cas échéant, faire émerger un nouveau régime de fonctionnement. Ce travail collectif suppose en particulier des échanges de ressources au sein du réseau international. EPGI s'est intéressé à trois ressources :
 - o circulation d'informations nécessaires ;
 - o mise en œuvre de partenariats portant sur des ressources spécifiques ;
 - o financement d'activités.
- Les relations entre acteurs du programme CoRE construisent des **clusters d'acteurs**. Un cluster au sein d'un réseau se caractérise par le fait que les acteurs :
 - o (1) interagissent beaucoup plus entre eux qu'ils ne le font avec les autres ;
 - o (2) ont des positions équivalentes dans le réseau, interagissent avec les mêmes acteurs indépendamment de leurs relations entre eux.
- Le fonctionnement d'un réseau multi-acteurs peut être conflictuel dans la mesure où il repose sur le travail politique des acteurs qui se joue à travers des relations établies et construites. Par leurs liens, les acteurs déploient des stratégies qui construisent des coalitions en fonction d'idées et d'intérêts (ou contraintes) partagés. Autrement dit, les acteurs se regroupent en échangeant des ressources et se coalisent en partageant des blocs d'idées cohérentes qui forme un système de croyance. Les clusters et les coalitions d'acteurs pèsent sur la gouvernance du réseau.
- Les systèmes de croyances à la base des coalitions sont formés de trois strates plus moins sensibles aux évènements et plus ou moins stables dans le temps. L'évaluation relationnelle permet de repérer et de caractériser ces systèmes de croyances dont la cohérence idéationnelle se forme à partir de trois strates.
 - Le deep core est constitué d'un ensemble d'axiomes normatifs qui forment, en partie, une philosophie transverse à tous domaines d'action collectives (nature de l'humain, conception de ce qui est juste, des valeurs comme la liberté, l'égalité, la sécurité, etc.); ces croyances profondes portent sur le monde social en général;
 - Le policy core correspond aux stratégies de base, aux options programmatiques, à la défense d'un noyau fondamental d'idées et de principes dans le domaine de la transition écologique juste;
 - Les secondary beliefs sont formées par les décisions et préférences instrumentales, autrement dit par les instruments nécessaires à l'action pour faire aboutir la transition écologique juste.
- En donnant à voir, à toutes et tous, les systèmes de croyance en présence sur la transition écologique juste et leurs poids respectifs au sein du programme CoRE, l'évaluation relationnelle est un des outils mobilisés par le programme pour converger vers une vision commune.

EPGI – RESULTATS (AVRIL 2024)

Résultat 1. L'objectif inachevé d'une gouvernance partagée ?

Le programme CoRE s'appuie sur une coordination hiérarchique de type centrepériphérie mais ce résultat d'ensemble est à nuancer selon les régions.

Ce qu'il faut retenir de l'analyse de la gouvernance

- 1. A l'échelle mondiale, le réseau CoRE est gouvernée de façon hiérarchique. L'analyse de la coordination globale au sein du réseau fait apparaître une structuration du travail entre les acteurs de la CPP de type "Top-Down", éloignée des formes visées de la gouvernance partagée.
- 2. Mais une gouvernance partagée plus avancée se dessine, à des échelles régionales, en Amérique latine et en Afrique. En regardant de près les liens de partenariat et les liens d'échange d'information, on voit apparaître à l'échelle de certaines régions des relations denses, signe d'une gouvernance partagée. Mais ce constat est différent suivant les régions. L'analyse dessine clairement deux branches régionales en relation étroite avec le centre : l'Amérique latine et l'Afrique. L'Asie et le Moyen-Orient apparaissent plus en retrait, voire périphérique dans le réseau. On aurait alors plus d'éléments d'une gouvernance partagée au sein des deux premiers blocs régionaux : une dynamique "Bottom-Up" alliant forte cohésion interne et échanges de ressources avec le centre (CARITAS-PPI et PRI) et s'appuyant sur le rôle clef d'acteurs-relais, PALC et PAOI. Cette structure de la gouvernance n'apparaît pas en Asie et au Moyen-Orient où la cohésion interne semble plus faible.
- 3. Des clusters d'acteurs distincts au sein du programme CoRE. La structure des échanges que nous venons d'évoquer ainsi que le nombre et la composition des clusters dessinent une région latino-américaine très intégrée à ce partage de la gouvernance. Le cluster bleu intègre en effet les organisation centrales, SCCF-PPI et SCCF-PRI. La région latino-américaine échange à la fois beaucoup en interne mais interagit également beaucoup avec le centre. En parallèle, la région africaine ressort également avec une forte cohésion interne permettant une plus grande autonomie visà-vis de la gouvernance centrale. Les deux autres clusters d'acteurs sont moins cohésifs. D'un côté, des acteurs en Asie dont les échanges sont principalement dirigés vers le centre. De l'autre, un cluster des organisations agissant au Moyen-Orient et quelques acteurs qui échangent presque exclusivement avec le centre.

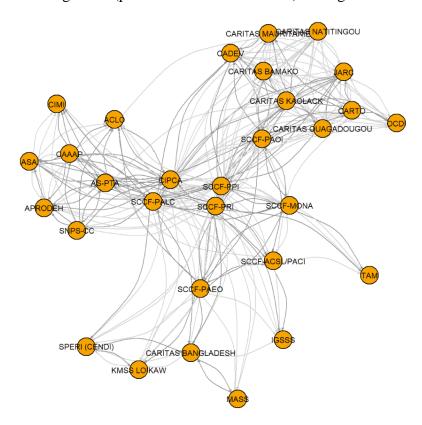
Présentation graphique et détaillée du résultat 1

Le mode de coordination des échanges de ressources au sein des réseaux de partenariats et d'échange d'informations se présente sous la forme d'une structure "en étoile" dite hiérarchique (Fig. 1).

En fonction du réseau observé, CARITAS-PRI (ressources internationales), CARITAS-PPI (plaidoyer international) et les pôles régionaux de CARITAS (PALC, PAOI et PAEO) se situent clairement au centre de la gouvernance. En matière de coordination, ces acteurs disposent du leadership sur la circulation générale des ressources et bénéficient ainsi d'un pouvoir d'influence dans la mesure où ils sont incontournables pour organiser le travail. A ce stade de l'analyse, c'est ainsi un modèle de gouvernance de type "top-down" qui semble se dégager (cf. annexe 3).

Discussion avec la définition de la gouvernance partagée retenue par CARITAS pour structurer le travail organisationnel de la CPP

FIG. 1. Coordination globale (partenariats + informations) : une gouvernance hiérarchique



En entrant dans le détail des connexions entre acteurs permettant leur coordination (Fig. 1), dans notre cas les relations de partenariats (Fig. 2) et de partage d'information (Fig. 3), on voit apparaître un fonctionnement plus régionalisé mais déséquilibré en fonction des régions.

Deux branches régionales se dessinent en relation avec le centre, l'Amérique latine et l'Afrique, tandis que l'Asie apparaît plus en retrait. On aurait alors plus d'éléments de gouvernance partagés au sein de ces deux blocs régionaux qui allient forte cohésion interne et échanges avec le centre. Cette hypothèse se vérifie en s'intéressant aux acteurs clés des réseaux de partenariat et de partage d'information. En effet, dans le premier les délégations régionales du SCCF ressortent particulièrement comme des relais entre vers ces deux blocs, à l'instar de PAOI (Pôle Afrique et Océan Indien) et de PALC (Pôle Amérique Latine et Caraïbes). Dans le second, nous retrouvons de gros diffuseurs d'informations dans ces régions latino-américaine et africaines qui ne sont pas des organisations directement rattachées au SCCF, à l'instar de CIPCA, d'AS-PTA de Caritas Kaolak ou encore de CARTO. L'information circule dans ces blocs régionaux et se diffuse vers les pôles régionaux et le pôle international du SCCF. La structure de ces relations illustre une remontée d'informations qui va dans le sens d'une dynamique *bottom-up*.

Ces résultats indiquent que la gouvernance partagée est en construction. Une forme de hiérarchie dans l'organisation du SCCF se dessine : le centre, les délégations régionales puis les partenariats régionaux ; faisant valoir une logique de décision pyramidale avec un sommet élargi. Mais on trouve également des éléments illustrant la décentralisation du processus de décision et le travail au sein des régions qui remonte vers le centre. La détection de communautés ou clusters dans le réseau via des algorithmes dédiés traduira en partie ce fonctionnement de la gouvernance en blocs régionaux tout en soulignant des disparités régionales dans l'inclusion au réseau et à la gouvernance.

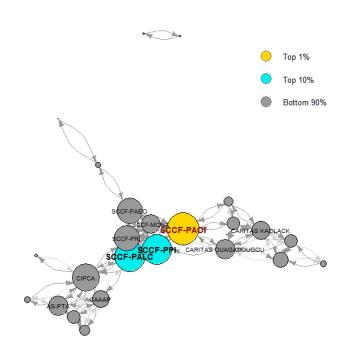
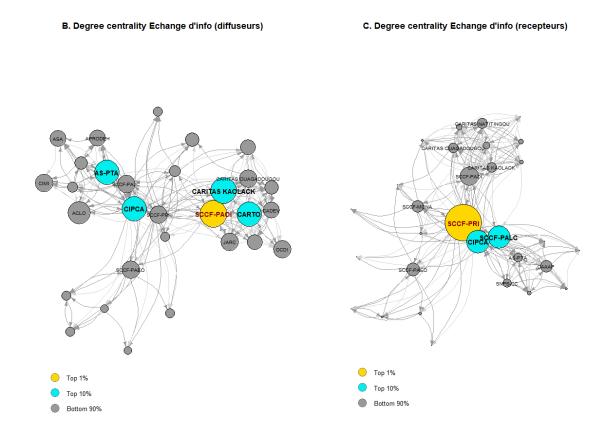


FIG. 2. Partenariats : acteurs centraux selon le nombre de liens (degrés)

FIG. 3. Echange d'information : acteurs centraux selon le nombre de liens (degrés)



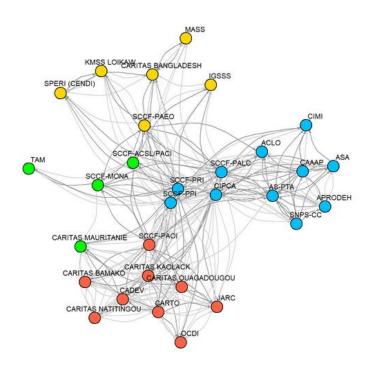
La structure des échanges que nous venons d'évoquer ainsi que le nombre et la composition des clusters (Fig. 4) font apparaitre une région latino-américaine complètement intégrée à ce partage de la gouvernance qui intègre les organisations centrales de Caritas (SCCF-PPI et SCCF-PRI). La région échange à la fois beaucoup en interne mais interagit également beaucoup avec le centre.

La région africaine ressort également avec une forte cohésion interne permettant une plus grande autonomie vis-à-vis de la gouvernance centrale.

Les deux autres communautés d'acteurs qui ressortent apparaissent moins cohésives avec d'un côté une région asiatique dont les échanges sont principalement dirigés vers le centre, et cluster qui regroupe les organisations agissant au Moyen-Orient et quelques acteurs qui échangent presque exclusivement avec le centre (pour des motifs qui peuvent être contextuels comme Caritas Mauritanie qui n'a intégré le réseau que très récemment ou TAM qui est l'unique organisation à opérer au Moyen-Orient).

Finalement, deux clusters ont, du point de vue de la structure du réseau, les moyens de s'approprier les éléments de la gouvernance partagée : le cluster latino-américain et le cluster africain. Les autres clusters (Asie, Moyen Orient) apparaissent principalement liés au centre, communiquant moins entre eux.

FIG. 4. Identification de clusters sur le réseau de coordination.



Résultat 2. La transition écologique juste (TEJ) : entre visions différenciées et compromis collectifs instables

Ce qu'il faut retenir de la vision commune de la Transition Ecologique Juste

- 1. Une convergence des croyances fondamentales autour de la TEJ, produit d'un partenariat de long terme et du travail réalisé au sein de la CPP. On observe une convergence des croyances fondamentales autour de la justice dans la conception générale de transition écologique juste. Cette vision est partagée bien au-delà des différences entre clusters. L'idée de justice repose sur deux grands piliers que sont l'égalité et le rôle de l'individu, ce qui reflètent les principes de responsabilisation, d'engagements collectifs et d'implication individuelle.
- 2. Des convergence et des divergences entre les clusters autour du diagnostic préalable à la TEJ. Les acteurs s'accordent sur la place centrale du changement climatique, identifié par 24 des 29 répondants comme le principal problème auquel doit répondre la TEJ et de manière générale sur l'urgence des crises sociales et environnementales. Pour caractériser les visions de la TEJ à partir du diagnostic, nous avons introduit dans le questionnaire 3 modèles ("idéaux-types") reconstruits à partir des entretiens avec des membres du conseil scientifique et de l'étude de la littérature : la croissance verte, la sobriété / décroissance planifiée et le changement radical de paradigme. Le cluster Amérique latine et centre rejette en majorité les items affiliés au modèle de croissance verte, préférant le modèle de changement de paradigme et dans une moindre mesure la sobriété. Le cluster Afrique est plus ambigu dans les réponses données. Il rejette les échanges mondialisés mais accepte des éléments de techno-solutionnisme, comme lorsqu'il souligne l'importance de la technologie dans la transition de cette région dont la vision semble alors tournée vers un modèle de croissance économique inclusive. Le cluster Moyen-Orient et acteurs périphériques rejette clairement les items de la croissance verte, tandis que le cluster asiatique combine des items affiliés à la sobriété/décroissance planifiée et des propositions radicales.
- 3. Des instruments et des stratégies pour agir en faveur de la TEJ qui, collectivement, restent en grande partie indéterminés. L'analyse des instruments et des moyens pour parvenir à mettre en œuvre une Transition écologique juste (secondary belief) montre une absence de priorités stratégiques, de plébiscite ou de discriminations parmi les propositions, tant à l'échelle du réseau que des clusters. Pour résumer, les acteurs priorisent et s'accordent assez facilement sur les principes à défendre, plus difficilement sur les moyens d'actions.

Présentation graphique et détaillée du résultat 2

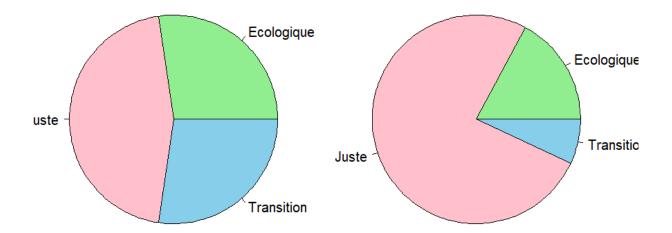
Comme évoqué en introduction, la vision de la TEJ est appréhendée à travers trois volets allant des croyances normatives fondamentales qui animent les acteurs du réseau aux instruments spécifiques permettant de réaliser la transition écologique juste souhaitée.

On observe une vraie convergence idéationnelle sur le Deep core, autrement dit sur les visions profondes de la transition écologique juste, avec une évolution entre 2022 et 2024 autour de l'importance du mot justice (Fig 5.1 et 5.2) dans la transition écologique juste qui est partagée bien au-delà des frontières des clusters (FIG. 6).

Entre les deux enquêtes, l'impératif de justice devient de plus en plus central dans la conception de la transition écologique juste

FIG. 5.1. Répartition des attributs en 2022

FIG. 5.2. Répartition des attributs en 2024



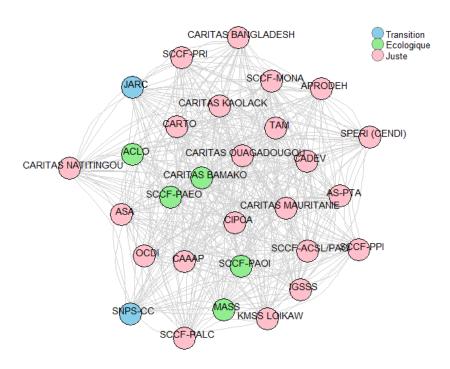


FIG. 6. Visualisation sur le réseau inter-acteurs (co-citations *Deep Core*)

La construction d'une vision partagée de la TEJ repose sur deux grands piliers que sont l'égalité et le rôle de l'individu qui reflètent les principes de responsabilisation, d'engagements collectifs et d'implications individuelles et partagés par l'essentiel des acteurs du réseau (FIG. 7). Lorsqu'on regarde en poids relatif, c'est-à-dire la distribution de ces visions par cluster, quelques nuances apparaissent qui peuvent, peut-être, être liées à des contextes particuliers, et liées finalement à à un mode de fonctionnement régionalisé (FIG. 8)

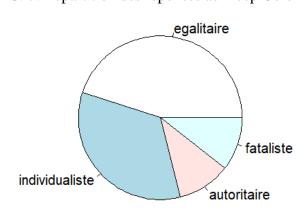


FIG. 7. Répartition des réponses au Deep Core

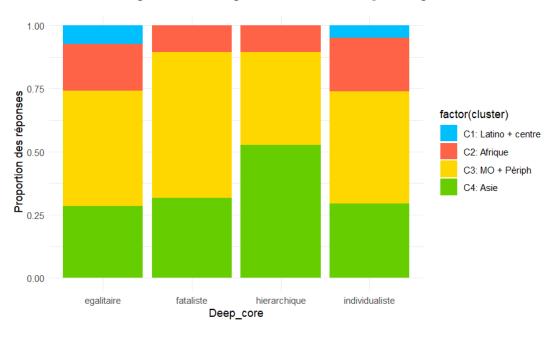


FIG. 8. Répartition des réponses aux items Deep Core par cluster

L'analyse du diagnostic que les organisations font de la Transition Ecologique Juste (TEJ) et de ses objectifs révèle à la fois des convergences et des divergences.

Les acteurs s'accordent sur la place centrale du changement climatique, identifiée par 24 des 29 répondants comme le principal problème auquel doit répondre la TEJ et de manière générale sur l'urgence des crises sociales et environnementales (FIG 9).

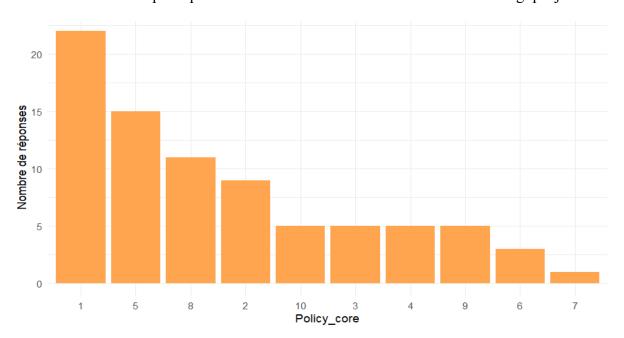


FIG. 9. Problème principal à résoudre dans le cadre d'une Transition écologique juste

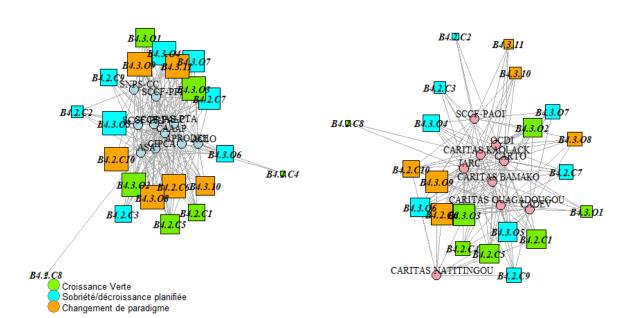
Pour étudier les visions de la TEJ nous introduisons 3 modèles ("idéaux-types") que nous avons reconstruits a priori sur la base des entretiens menés avec des membres du conseil scientifique et l'étude de la littérature : la croissance verte, la sobriété / décroissance planifiée, et le changement radical de paradigme.

On observe que de nombreux items de ces 3 modèles sont largement partagés par le réseau global, en particulier les items concernant des objectifs environnementaux comme l'arrêt de la dégradation des écosystèmes ou la gestion durable des ressources.

La faible disparité que l'on observe sur les items acceptés ne permet pas à première vue d'identifier un modèle plébiscité ou massivement rejeté au sein du réseau. Quand on le regarde en général, on distingue difficilement des différences de positionnements car l'ensemble du réseau se base sur une conception profonde commune, de nombreux items sont approuvés.

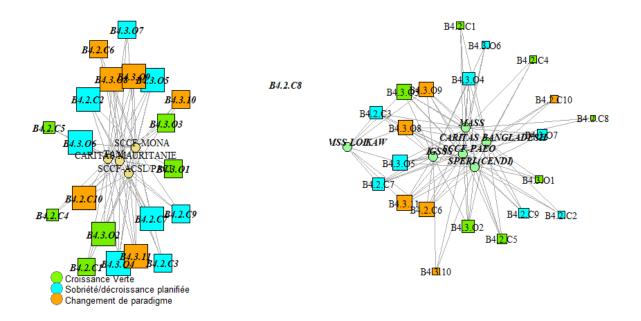
Bi-partite Network with clique 1

Bi-partite Network with clique 2



Bi-partite Network with clique 3

Bi-partite Network with clique 4



L'examen des items rejetés et l'analyse par cluster nous aide à repérer plus facilement des coalitions qui se construisent en opposition à un modèle et des différences régionalisées. La littérature nous enseigne que l'on est plus à même d'être avec quelqu'un parce qu'on est contre quelque chose ensemble plutôt que parce qu'on partage véritablement quelque chose.

A l'échelle globale du réseau il y a un rejet des programmes économiques liés aux idées qui relèvent de la croissance verte. Mais le rapport aux modèles peut sembler ambivalent. Si nous trouvons un consensus autour de l'incompatibilité de la concurrence internationale et des échanges mondialisés avec la TEJ, le rejet des autres items, quelle que soit leur affiliation , apparaît moins partagé. Emerge une forme d'incohérence dans la vision globale, combinant différentes affiliations théoriques parfois contradictoires.

Cette ambivalence va retrouver du sens dans sa distribution par cluster où se dessinent des visions régionales différentes.

L'analyse par Cluster (TAB 1) montre que ces derniers ne suivent pas un modèle particulier mais plutôt une combinaison de modèles avec des différences significatives quant à la domination d'une vision au sein de ces combinaisons selon la région.

- Le cluster Amerique latine + centre (C1) rejette en majorité des items affiliés au modèle de croissance verte, préférant le modèle de changement de paradigme et dans une moindre mesure la sobriété.
- Le cluster Afrique (C2) est plus ambigu, rejetant les échanges mondialisés mais acceptant des éléments de techno-solutionnisme témoignant de l'importance de la technologie dans la transition de cette région dont la vision semble tournée vers un modèle de croissance économique inclusive.

- Le cluster Moyen-Orient + acteurs périphérique (C3) rejette les items de la croissance verte
- Le cluster Asie (C4) combine des éléments affiliés à la sobriété/décroissance planifiée et propositions radicales.

TAB. 1. Proximité des 4 clusters avec les modèles de la TEJ (en %*)

Modèles de TEJ	C1 AmLat + centre	C2 Afrique	C3 MO + periph	C4 Asie
Croissance Verte	18,2	57	22,2	20
Sobriété / décroissance planifiée	36,4	14,3	44,4	40
Changement de paradigme complet	45,5	28,6	33,3	40

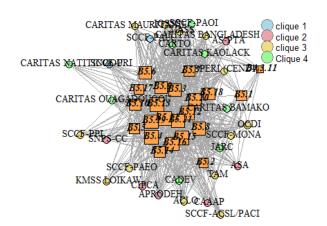
^{*} Le pourcentage par cluster correspond au taux d'absence de désaccord avec l'ensemble des items constitutif de chaque modèle.

Malgré une base de valeurs communes et d'objectifs environnementaux et sociaux partagés, les visions spécifiques de la TEJ varient selon les régions, influencées par des contextes locaux et la structure des échanges. La très forte cohésion interne que nous avons observée au sein du cluster africain permet à cette région de développer sa propre vision de la transition écologique juste qui est peu diffusée au reste du réseau et qui rentre peut-être en contradiction avec la diffusion et la construction des visions qui a lieu dans les trois autres groupes, en particulier à l'initiative du groupe Amérique latine en relation avec le centre.

Cette vision systémique mais différenciée souligne la nécessité de considérer les particularités régionales dans la formulation de programmes de transition écologique juste.

Pour finir, l'analyse des instruments et moyens pour parvenir à réaliser une Transition écologique juste montre une absence de choix, de plébiscite ou de discriminations parmi les propositions, tant à l'échelle du réseau que des clusters.

Bi-partite Network with cliques



PRINCIPAUX RESULTATS EN DEBAT

- ✓ une convergence de visions sur les grands principes de la TEJ se dessine au sein du réseau malgré quelques nuances concernant les croyances fondamentales à propos du monde social ;
- ✓ la défense d'un noyau d'idées politiques partagées sur la TEJ reste un peu plus problématique; des divergences apparaissent quant au modèle souhaité de transition écologique juste; des divergences au niveau des clusters et donc selon les régions où les actions en faveur d'une TEJ sont conduites;
- ✓ le cluster Amérique latine-centre pourrait être considéré comme une véritable coalition de plaidoyer en faveur d'un changement radical de paradigme, tant sur le plan structurel que sur l'alignement des idées. La densité des relations entre les organisations qui le compose, leur forte connexion aux acteurs les plus centraux et la convergence relative des idées sur la TEJ au sein de ce cluster en font, à l'échelle du programme CoRE, une coalition (acteur collectif de pouvoir) en capacité de promouvoir sa vision de la TEJ au sein de l'ensemble du réseau. Les deux autres clusters, plus périphériques dans la gouvernance, semblent également relativement assez proches de cette vision ;
- ✓ mais à ce stade, cette vision n'est pas soutenue, voire s'oppose, à celle de la coalition africaine plus prompte à négocier avec les éléments du modèle de croissance verte qu'avec ceux d'un changement radical de paradigme ;
- ✓ ces divergences au niveau du *Policy Core* ne se reflètent pas dans les instruments, probablement en raison de ma plus grande difficulté à articuler en cohérence principes et pratiques, autrement dit en raison d'un manque de vision structurante dans cette troisième strate d'idées sur laquelle l'équipe ARPOP propose de travailler lors du forum participatif.

Annexe $n^{\circ}1$. Liste des partenaires et structures enquêtés lors de la phase 2 (avril 2024)

30 organisations	Sigle	English	Español
CARTO	Centre d'animation rurale		
CARTO	de Tambimong Ogaro		
JARC	Jeunes Adultes Ruraux Catholiques		
OCDI	Organisation de la Charité pour le Développement Intégral		
CADEV	Caritas Développement Niger		
CARITAS KAOLACK			
CARITAS BAMAKO			
CARITAS			
NATITINGOU			
CARITAS			
OUAGADOUGOU			
TAM	Women Media and Development		
SNPS-CC	Secrétariat National de Pastoral Social / Caritas Colombie		
САААР	Centre Amazonien d'Anthropologie et d'application pratique		
APRODEH	Asociación Pro Derechos Humanos		
CIPCA	CENTRO DE INVESTIGACIÓN Y PROMOCIÓN del Campesinado		
ACLO	Acción Cultural Loyola		
ASA	Articulação no Semiárido Brasileiro		
AS-PTA	Agricultura Familiar e Agroecologia		
СІМІ	Conseil Indigéniste Missionnaire		
IGSSS	Indo-Global Social Service Society		
SPERI (CENDI)	Social Policy Ecology Research Institute		
CARITAS BANGLADESH			
SCCF-PALC	SCCF - POLE AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES	SCCF – LATIN AMERICA ET THE CARIBBEAN DESK	SCCF - ÁREA DE COOPERACION CON AMERICA LATINA Y EL CARIBE

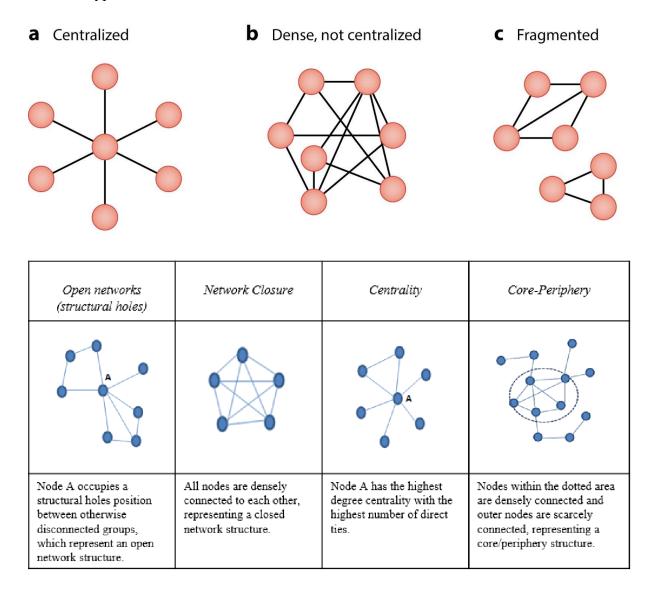
SCCF - PAEO	SCCF – POLE ASIE ET EUROPE ORIENTALE	SCCF ASIA & EASTERN EUROPE DESK	SCCF - ÁREA DE COOPERACION CON ASIA Y EUROPA ORIENTAL
SCCF - MONA	SCCF - PÔLE MOYEN- ORIENT / AFRIQUE DU NORD	SCCF - MIDDLE EAST &NORTH AFRICA DESK	SCCF - ÁREA DE COOPERACION CON ORIENTE MEDIO / ÁFRICA DEL NORTE
SCCF-PAOI	SCCF - PÔLE AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN	SCCF - AFRICA AND INDIAN OCEAN DESK	SCCF - ÁREA DE COOPERACION CON ÁFRICA Y OCÉANO ÍNDICO
SCCF - PRI	SCCF - PÔLE RESSOURCES INTERNATIONALES	SCCF - INTERNATIONAL RESOURCES DESK -	SCCF - DIVISIÓN DE RECURSOS INTERNACIONALES
SCCF - PPI	SCCF - PÔLE PLAIDOYER INTERNATIONAL	SCCF - INTERNATIONAL ADVOCACY DESK	SCCF - UNIDAD DE PROMOCION INTERNACIONAL
SCCF -ACSL/ PACI	SCCF - PÔLE ANIMATION ET CAMPAGNES INTERNATIONALES	SCCF - ANIMATION AND INTERNATIONAL CAMPAIGNS DESK	SCCF - DE ANIMACIÓN Y CAMPAÑAS INTERNACIONALES
KMSS Loikaw	Karuna Mission Social Solidarity - Loikaw		
MASS	Manav Adhikar Seva Samiti		
CARITAS MAURITANIE			

Annexe 2. L'Analyse des Réseaux Sociaux dans EPGI

L'Analyse des réseaux sociaux (SNA – Social Netwok Analysis) vise à décrire un réseau social et à étudier ses propriétés, tant relationnelles que structurelles, ainsi que leur influence sur les acteurs. Nous utilisons une approche dite de réseau entier ou sociocentrique qui regroupe des données sur la présence ou l'absence de connexions pour toutes les paires d'acteurs du groupe social prédéfini étudié (ici les membres de l'APP).

Ces connexions sont formées à partir des réponses de la troisième partie du questionnaire (ex : parmi les acteurs du réseau, avec qui échangez-vous des informations ?), nos analyses prennent en compte l'intensité des connexions telles qu'elles sont indiquées dans le questionnaire par les répondants (ex : Peu intense, Intense, Très intense).

Les archétypes de réseaux d'acteurs :



Le réseau de coordination : analyser la gouvernance au sein du programme CoRE

Le réseau de coordination est construit en fusionnant deux réseaux issus de l'enquête d'avril 2024 : le réseau des relations de partenariat et le réseau de partage d'informations.

Le réseau de coordination présente une forme en étoile (FIG. 1). On retrouve des attributs de réseaux de type centre-périphérie avec des trous structurels.

Les organisations qui sont en charge de la CPP (SCCF, PRI et PPI) apparaissent centrales dans l'organisation, le fonctionnement et le travail au sein de la CPP.

Annexe 3. Correspondance code statistique, items

Bloc 2 : Deep core / croyances fondamentales

Items	Questionnaire
B2 : DEEP CORE	•
B2.eg1	Ce dont la société a besoin, c'est d'une révolution pour rendre la répartition des biens plus équitable.
B2.eg2	La société fonctionne mieux si le pouvoir est partagé de manière égale.
B2.eg2	Il est de la responsabilité collective de réduire les différences de revenus entre les riches et les pauvres.
B2.ind2	Même si certaines personnes sont désavantagées, il est préférable que la société les laisse faire leur propres expériences et réussir ou échouer par elles-mêmes.
B2.ind1	Même les plus défavorisés devraient pouvoir tracer leur propre voie dans le monde.
B2.ind2	Nous sommes tous mieux lotis lorsque nous sommes reconnus en tant qu'individus.
B2.aut1	La meilleure façon d'avancer dans la vie est de travailler dur et de faire ce qu'on nous dit de faire.
B2.aut2	La société est en difficulté parce que les gens n'obéissent pas à ceux qui détiennent l'autorité.
B2.aut3	La société se porterait bien mieux si nous imposions des sanctions strictes et rapides à ceux qui enfreignent les règles.
B2.fat1	Les choses les plus importantes qui se produisent dans la vie arrivent en raison du destin.
B2.fat2	Quels que soient nos efforts, le cours de notre vie est largement déterminé par des forces indépendantes de notre volonté.
B2.fat2	Pour l'essentiel, réussir dans la vie est une question de hasard.

Bloc 4 : Policy core, les croyances propres à la TEJ

Items	Questionnaire
B4 : POLICY CORE	C pour la question sur la compatibilité entre une TEJ et la proposition O pour les objectifs d'une TEJ
B4.2.C1	Une croissance économique inclusive décarbonée, sans émission de gaz à effet de serre
B4.2.C2	La décroissance de la consommation et de la production, la sobriété choisie et parfois contrainte
B4.2.C3	Une combinaison entre croissance et décroissance selon le niveau de pauvreté des pays et de secteurs clefs qui ne détruisent pas les écosystèmes
B4.2.C4	L'investissement dans des solutions réparatrices innovantes aux dégâts causés aux écosystèmes, fondées sur la technologie et l'ingénierie (captage, stockage ou usage du carbone par exemple)
B4.2.C5	L'investissement dans des technologies vertes bas ou zéro carbone
B4.2.C6	L'investissement dans des innovations organisationnelles, les savoir-faire locaux et traditionnels
B4.2.C7	L'investissement dans les technologies low-tech (réutilisation, réparation, etc.)
B4.2.C8	La concurrence internationale et l'échange mondialisé
B4.2.C9	Un commerce international mieux régulé
B4.2.C10	Un commerce international réduit et la priorité donnée aux échanges locaux
B4.2.O1	De développer les infrastructures pour s'adapter
B4.2.O2	De réduire les émissions de CO2
B4.2.O3	De s'engager dans la gestion durable des ressources naturelles
B4.2.O4	De développer l'économie circulaire pour réduire la production

B4.2.O5	De promouvoir les emplois durables et décents
B4.2.O6	De permettre aux pays du Sud de se développer dans le respect de l'environnement
B4.2.O7	De hiérarchiser les besoins pour réduire les superflus
B4.2.O8	De partager justement et équitablement les richesses
B4.2.O9	Stopper la dégradation des écosystèmes
B4.2.O10	De transformer radicalement les modèles de production/consommation
B4.2.O11	De réduire/éradiquer les inégalités de pouvoir sur les décisions

B5: Secondary beliefs, les instruments ou moyens

Items	Questionnaire
B5: INSTRUMENTS	Secondary beliefs, les moyens pour parvenir à une TEJ
B5.1	Le progrès des connaissances scientifiques est indispensable
B5.2	Les innovations technologiques sont indispensables
B5.3	Les innovations techniques et organisationnelles sont indispensables
B5.4	La réhabilitation et la consolidation des savoir-faire locaux et traditionnels est indispensable
B5.5	Le paiement des services écosystémiques est une solution indispensable pour produire de façon plus durable
B5.6	La fixation de prix rémunérateurs aux producteurs locaux est une solution indispensable pour produire de façon plus durable
B5.7	L'instauration d'une taxe carbone est une solution indispensable pour produire de façon plus durable

B5.8	L'adaptation les systèmes de protection sociale est une solution indispensable pour s'adapter aux effets du changement climatique
B5.9	Le développement des « communs » est indispensable pour permettre une gestion durable des ressources naturelles
B5.10	L'institution et le respect de droits de propriétés privés individuels est indispensable pour permettre une gestion durable des ressources naturelles
B5.11	Reconnaître et faire respecter les droits inhérents de la nature est indispensable pour contribuer à établir une relation juste et durable entre les humains et la nature
B5.12	L'Etat et les politiques publiques sont indispensables dans la transition écologique juste
B5.13	Les communautés locales, les sociétés civiles, les territoires sont indispensables dans la transition écologique juste
B5.14	Les marchés et les entreprises sont indispensables dans la transition écologique juste
B5.15	Les coopérations et les décisions régionales sont indispensables dans la transition écologique juste
B5.16	Les institutions internationales et les régulations mondiales sont indispensables dans la transition écologique juste
B5.17	La transition écologique juste passe inévitablement par le développement d'un militantisme radical pro-pauvre qui pense les ruptures nécessaires, organise la confrontation, oblige et contraint les puissants
B5.18	La transition écologique juste passe inévitablement par le développement de formes variées d'écoféminisme militant qui lient protection de l'environnement et défense des conditions de travail et de vie des femmes
B5.19	La transition écologique juste passe inévitablement par un travail de conviction et l'instauration d'un dialogue avec les décideurs, les industriels et les grandes groupes mondiaux
B5.20	La transition écologique juste passe inévitablement par un engagement

	politique lors des élections
B5.21	La transition écologique juste passe inévitablement par des luttes en faveur des plus pauvres et des populations lésées
B5.22	La transition écologique juste passe inévitablement par la reconnaissance et le soin porté à tous, en commençant par les plus pauvres